

Le Trait d'Union



NATIONS UNIES
BENIN
OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS N°12 JUILLET - SEPTEMBRE 2020



Poursuite des activités des Nations Unies en période de la COVID 19

SOMMAIRE

Editorial

Gros Plan

Gestion de la Covid-19 et reprise des activités scolaires	4-7
En marche vers la prise en charge communautaire du VIH !	8
L'UNICEF soutient les radios communautaires de l'Alibori et du Borgou dans le contexte COVID-19	9-10
Nouvelle dynamique pour ralentir la propagation de la COVID-19	11-13

Vie des Agences

Le programme multisectoriel « Cash Plus Care » vise à mettre fin aux mariages des enfants	14
Salles de classes construites à partir de briques en plastique recyclé	15-16
La tech au service du respect de la distanciation physique	17-18
Le Représentant Résident a.i. du PNUD visite les réalisations de PANA-Energie dans la commune de Dassa	19-20
Assurer la disponibilité des services intégrés de santé de la mère et de l'enfant : accompagnement de l'UNFPA en temps de COVID 19	21-23
Lancement au Bénin du processus consultatif de développement participatif de la stratégie de l'ONUSIDA au-delà de 2021	24-25
Journée mondiale de la sécurité des patients 2020	26-28
Prise en charge des maladies non transmissibles dans le contexte de la COVID-19 au Bénin	29
Réponse à la COVID-19 en République du Bénin	30

Directeur de publication :

Siaka Coulibaly
Coordonnateur Résident

Coordonnateurs du comité de rédaction :

Margarete Molnar
Dr Claudes Kamenga

Comité de rédaction :

Bureau du Coordonnateur
Résident :

Aristide Djossou
Yézael Adoukonou

FAO

Maurice Ahounou

OMS

François Agossou

PNUD

Elsie Assogba
Roger Attemba

UNESCO

Corinne Moussa-Vignissy

UNFPA

Frankèle Zossoungbo

UNICEF

Hippolyte Djiwan
Marion Desmurger

PAM

Makeba Tchibozo

ONUSIDA

Dr Yasmine Ibrahim

Editorial

Nous vivons depuis le début de l'année 2020, une crise sanitaire sans pareille, qui s'est vite transformée en une crise socioéconomique à l'échelle du monde entier.

Face à cette pandémie de la COVID 19, je voudrais féliciter le Gouvernement du Bénin pour le plan de réponse national mis en place et pour l'ensemble des mesures prises pour y faire face. Les faits sont là, jusqu'à présent ces mesures ont permis de maîtriser la contagion et de préserver les personnes les plus vulnérables. Cependant, comme nous le savons toutes et tous, la bataille n'est pas encore gagnée, la vigilance et l'action concertée doivent continuer à motiver nos actions quotidiennes. Au regard de l'évolution actuelle de la pandémie, nous devons plus que jamais redoubler d'ardeur pour éradiquer ce virus. C'est pourquoi, l'Equipe pays des Nations Unies au Bénin est résolument engagée aux côtés du Gouvernement pour apporter un appui cohérent aux actions et efforts du Gouvernement face à cette pandémie.

Cet appui des Nations Unies au Bénin s'inscrit dans une perspective de court, moyen et long terme en lien avec le cadre global de réponse socioéconomique immédiate des Nations Unies adopté par le Secrétariat Général des Nations Unies qui est structuré autour des cinq piliers :

- i) la santé : il s'agit de travailler pour protéger et renforcer le système sanitaire national ;
- ii) la protection des personnes : Il s'agit de renforcer le système de protection sociale et de fourniture des services sociaux de base ;
- iii) la protection des emplois et la reprise économique ;
- iv) La réponse macroéconomique et le renforcement de la coordination multilatérale ;
- v) le renforcement de la Cohésion sociale et la résilience des communautés.

C'est dans ce contexte de poursuite des activités que



M. Siaka Coulibaly,
Coordonnateur Résident du Système des
Nations Unies au Bénin

nous préparons également le 75ème anniversaire des Nations Unies au Bénin au profit de la Paix et du Développement. Une célébration qui interviendra dans le dernier trimestre, le 24 Octobre 2020 dans un contexte particulier. Nous reviendrons dans notre prochaine parution du Trait d'Union sur cette célébration.

Pour finir, je tiens à réitérer l'engagement des Nations Unies à accompagner le plan de réponse sanitaire ainsi que le plan de réponse socioéconomique au Bénin. Je voudrais très sincèrement vous exhorter, à nouveau, aux respects des mesures barrières, c'est-à-dire le lavage régulier des mains, le port du masque, la distanciation physique d'au moins un mètre.



Gestion de la Covid-19 et reprise des activités scolaires

La régularité des repas offerts tous les jours de classes à midi séduit les apprenants et les parents



Une écolière prend un repas de la cantine scolaire à l'Epp Yêkon-do

Après des semaines passées à la maison suite aux mesures du gouvernement pour lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, les écoliers des classes intermédiaires (CI-CM1) ont repris les cours le lundi 10 août 2020. A l'Epp Yêkon-do dans l'arrondissement de Glo-Djigbé, commune d'Abomey-Calavi, les cantines scolaires ont effectivement démarré avec cette reprise des classes. Les enfants mangent régulièrement et à temps. La régularité de ces repas scolaires épate les apprenants et parents qui trouvent formidable toute l'équipe qui s'occupe de la cantine scolaire dans l'école.

« Nous sommes très contents, depuis le lundi 10 août, où nous avons repris les cours, nous n'avons jamais manqué de repas chaud et varié tous les midis, les jours de classes », ont unanimement témoigné le lundi 24 août dernier, les écoliers des classes intermédiaires (CI-CM1) de l'Epp Yêkon-do dans l'arrondissement de Glo-Djigbé, commune d'Abomey-Calavi. Une information que confirment également les parents de ces apprenants. La régularité de ces repas à midi, dans cette école peuplée de 351 apprenants n'est rien d'autre que la résultante de la franche collaboration existante entre tous les acteurs (corps enseignants, parents d'élèves et apprenants). Il y a également les bonnes pratiques en cours dans cet établissement scolaire depuis trois ans sous le leadership du Directeur d'Ecole Gaston Fagnon, confie Mme Sèmirath Ganiou, la chargée de Programme de l'Ong Femme actrice du développement communautaire, partenaire du PAM dans le cadre de la mise en œuvre du PNASI dans le

département de l'Atlantique. D'après elle, les activités mises en œuvre sur le terrain se présentent sur deux volets. Il y a le volet intermédiation communautaire et le suivi de la gestion de la cantine. La principale difficulté qui freine parfois le bon déroulement des activités des cantines dans les écoles est l'apport communautaire. « Cette année, il y a eu une légère amélioration du taux de souscription des parents surtout dans le département de l'Atlantique où nous avons enregistré en janvier une participation qui avoisinait 60%. C'est vraiment à féliciter. Nous avons eu l'apport du préfet qui a lancé un téléthon. Ceci a permis de mobiliser une importante somme pour appuyer la cantine scolaire dans le département » ajoute Mme Ganiou.

Le constat est le même dans quelques écoles visitées dans le département de l'Ouémé. Les enfants de l'Epp Tanzoun Bliguédé à Avrankou n'ont pas le monopole du bonheur des repas scolaires. A l'Epp Sèkanmin Drogbo



© PAM Bénin 2020

Une communauté engagée pour la reprise des repas à l'école

tout comme l'Epp Adjina dans la commune d'Adjarra, les repas offerts à midi font aussi des heureux. Adèle Mèwowanou est l'une de ces enfants pour qui manger à l'école est une réalité. Une réalité avec laquelle elle renoue après l'arrêt des activités pédagogiques décidé par le gouvernement pour faire face à la Covid-19. « La cantine me fait du bien » confie la jeune fille avec sourire. « On me donne les repas de la cantine à midi et je vais bien. Mes parents sont contents avec la cantine » témoigne Adèle qui partage la même appréciation que son camarade Prosper Gangnissodé, un jeune garçon en classe de CM1. « Je suis content de manger à la cantine ! Je mange du riz, le haricot, la pâte et de la

sauce, de l'akassa et je suis bien content... » témoigne Prosper qui liste au passage une série de mets qui rendent ses journées à l'école sans faim.

A l'Ecole primaire publique d'Adjina dans la commune d'Adjarra, Aminath Mounirou sa petite appréciation des repas de la cantine scolaire de son école. « Je suis contente de ce qu'on nous prépare » confie la jeune fille épaulée par son camarade Julien Hounsou en classe de CM1 qui ajoute « C'est à cause de la nourriture que je viens à l'école tous les jours. Quand on finit de manger, on apprend ».



© PAM Bénin 2020

Les enfants se lavent les mains avant de prendre leurs repas



Une participation citoyenne appréciée...

« À l'Epp Yèkon-do, les parents sont aptes à accompagner le programme. Ils ont vraiment accepté l'initiative de la cantine et ils apportent spontanément leur contribution aux différentes activités du programme. Je loue vraiment l'effort du président de l'Association des Parents d'Elèves (APE). Tout ceci nous rend la tâche facile et permet d'avoir la régularité des repas offerts à midi », livre Inès Patricia Guidi, le superviseur des cantines scolaires dans les communes d'Abomey-Calavi et d'Allada. Des témoignages recueillis sur les lieux, le bureau de l'APE joue un rôle très formidable dans la bonne gestion de la cantine scolaire. Son action encourage tous les autres acteurs à véritablement apporter leur soutien. L'école ne disposant pas d'eau potable, le président de l'APE s'est spécialement donné comme tâche de fournir de l'eau potable à l'école tous les jours de classe et de faire des actions spontanées pour la bonne marche de la cantine scolaire à l'Epp Yèkon-do.

Le Directeur en bon père...

Les petits sous que donnent les enfants ne suffisent même pas pour gérer les petites dépenses qui sont liées à la cuisson des repas. Le Directeur de l'école en bon père, met régulièrement la main à la poche. Et c'est d'ailleurs lui qui assure fréquemment les frais de moulin pour écraser le maïs. « Tous les parents ont applaudi l'arrivée des cantines scolaires dans notre école. Cette initiative du gouvernement du Bénin a véritablement

sauvé l'école à Glo-Djigbé plus précisément à Yèkon-do. Nous n'avons donc pas le choix que d'accompagner la réussite de ce programme alimentaire scolaire gouvernemental dans notre localité pour le bien de nos enfants », explique-t-il. « Avec la cantine scolaire, les résultats scolaires de nos enfants se sont améliorés. Cette année par exemple, nous avons eu 100% de réussite au CEP. Nous ne pouvons que souhaiter longue vie à cette initiative gouvernementale qui est bien gérée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) depuis 2017 » renchérit le Vice-Président APE, Lucien Ahouansou et l'Organisateur général du Bureau APE, Pascal Odjo.

La sensibilisation des Assistants au Programme du PAM et des superviseurs sur le terrain a rendu la tâche facile à l'Epp Yèkon-do. La collaboration avec la population est devenue très aisée explique le Directeur de l'Ecole Gaston Fagnon. A ses dires, les communautés bénéficiaires des cantines du PNASI se sont appropriées le programme. Elles contribuent à sa réussite en y apportant leur participation citoyenne. « Les parents font de leur mieux pour accompagner les efforts louables du gouvernement dans la mise en œuvre du Programme des cantines scolaires. Du stockage à la cuisson des repas en passant par la sécurité des vivres, tous les acteurs sont mobilisés à Yèkon-do comme un seul homme pour le bon fonctionnement des cantines scolaires », précise le premier responsable de l'école qui salue le dynamisme de toute sa hiérarchie. Il s'agit du Ministre des Enseignements Maternel et Primaire Salimane Karimou, du Directeur Départemental des



Gaston Fagnon, directeur de l'EPP Yèkon-Do



Enseignements Maternel et Primaire de l'Atlantique, du Chef de la Circonscription Scolaire de la zone.

Apprenants, parents et enseignants pour la durabilité du PNASI

« Les cantines scolaires impactent sérieusement l'école à Yèkon-do. Autrefois les cas d'absence dans les rangs des apprenants étaient nombreux tous les jours. Grâce aux cantines scolaires, ce souci est conjugué au passé. Aujourd'hui, les résultats de fin d'année aussi sont meilleurs par rapport aux années antérieures. Cette année nous avons enregistré un taux de 100% de réussite au CEP », témoigne M. Fagnon qui remercie le Président de la République pour avoir mis sur pied

ce programme et le PAM pour son dynamisme dans la mise en œuvre. A l'instar de Idrissou Mouniratou, écolière en classe de CE2, tous les apprenants de l'Epp Yèkon-do, ont salué le dynamisme dont fait montre l'équipe qui travaille pour le bon fonctionnement de la cantine scolaire dans leur école. « Les mamans nous offrent une diversité de mets que nous apprécions toujours. Le repas scolaire est un véritable soulagement non seulement pour nos parents mais aussi pour nous-mêmes » confie Idrissou Mouniratou et ses camarades qui souhaitent voir le Programme alimentaire scolaire durer dans le temps.



A tour de rôle, les enfants se lavent les mains avant de prendre leurs repas

Une avancée majeure en période de COVID-19



Cérémonie d'ouverture de l'atelier avec la Directrice Pays ONUSIDA et la Coordinatrice du PSL

Dans le but d'atteindre les objectifs 90-90-90¹ à l'horizon 2020, le Bénin s'est résolument engagé dans l'adoption et la mise en œuvre de stratégies différenciées d'offres de services au nombre desquelles la prise en charge (PEC) communautaire du VIH.

En effet, le Plan 2017-2018 d'Urgence du VIH proposait déjà cette approche d'intervention qui fut entérinée par la suite par le Plan Stratégique National Intégré orienté vers l'Élimination (PSNIE) du VIH/Sida, la Tuberculose, le Paludisme, les Hépatites virales, les IST et les maladies à potentiel épidémique pour la période 2020-2024.

Ce document stratégique récemment adopté par le Gouvernement prévoit entre autres la mise en œuvre des approches communautaires, y compris la distribution communautaire des molécules pour le traitement du VIH – les antirétroviraux ou ARV.

Les stratégies différenciées de PEC, notamment celles impliquant le niveau communautaire, ont prouvé leur efficacité dans l'amélioration de l'offre de soins aux PVVIH selon des expériences rapportées dans d'autres pays.

Fort de ces évidences, l'ONUSIDA a soutenu le Programme Santé de Lutte contre le Sida (PSLS) dans le développement de la stratégie communautaire de PEC du VIH au Bénin à travers la mise à disposition de deux consultants (un international et un national) et un appui financier pour l'organisation d'un atelier de validation technique qui s'est tenu à Ouidah.

Deux principaux modèles ont été proposés en complément des interventions des médiateurs déjà en place au niveau des sites de PEC par les ARV et en parfait alignement avec le dispositif des Agents de Santé Communautaire Qualifiés (ASCQ) et les Relais

Communautaires (RC) prévus dans la nouvelle Politique Nationale de Santé Communautaire. Ces deux modèles sont :

- (i) Le Groupe Communautaire de Distribution ARV constitué par affinité au sein de patients stables sous ARV qui rendent disponibles les médicaments auprès de leurs pairs ;
- (ii) Les Points de Distribution Communautaires ARV représentant des lieux de regroupement des membres d'une association formelle ou du réseau des PVVIH. Les stratégies transversales menées par les communautaires dans les domaines de la veille communautaire, de la communication, du plaidoyer, des droits humains ou encore de l'approche genre, viendront renforcer ces modèles pour plus d'impact.

La validation politique de ce document, prévue dans les prochaines semaines, marquera le lancement officiel et mise en œuvre sur le terrain de ces stratégies communautaires et la mise en œuvre de PEC du VIH.

Cela viendra ainsi compléter la stratégie de dépistage démedicalisé du VIH dont le lancement officiel a eu lieu fin 2019 et qui prévoit entre autres la mise à disposition de l'auto-test du VIH.

Ceci permettra sans nul doute de faire un bond significatif vers l'atteinte des objectifs 90-90-90 au Bénin – établis actuellement à 72-91-73 – notamment le premier 90 relatif au dépistage et le troisième 90 relatif à la suppression de la charge virale, en vue de l'élimination du VIH en tant qu'épidémie au Bénin à l'horizon 2030.

¹ 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique
90% des personnes vivant avec le VIH qui connaissent leur statut ont accès au traitement antirétroviral
90% des personnes vivant avec le VIH qui sont sous traitement antirétroviral ont une charge virale supprimée.



L'UNICEF soutient les radios communautaires de l'Alibori et du Borgou dans le contexte COVID-19



Fidèle à sa mission de renforcer lacapacités des médias à plaider en faveur du respect des droits des enfants, l'UNICEF a remis du matériel de production à huit radios communautaires opérant dans les départements du Borgou et de l'Alibori.

Reine David-Gnahoui, Associée à la Communication à l'UNICEF au Bénin, a parcouru des centaines de kilomètres depuis Cotonou pour aller à la rencontre des radios communautaires. Sa mission ? Leur apporter du matériel de production afin de garantir que les communautés aient accès à l'information en cette période de pandémie de la COVID-19.

D'une valeur d'environ US\$ 2500 \$, chaque lot était composé d'un ordinateur, d'un disque dur externe et d'un enregistreur audio. Reine David-Gnahoui est ainsi allée à la rencontre de Radio SUUTI DERA à Nikki, FM NONSINAN à Bembèrèkè, Radio Rurale de Banikoara, KANDI FM et DIALOGUE FM à Kandi, BANIGANSE à Sègbana et DEEMEN FM et ARZEKE à Parakou.

A la réception de ce matériel, Mr TABA Ayouba, Directeur de la radio Dialogue FM à Kandi témoigne:

« Au lieu de nous donner du poisson, l'UNICEF nous montre comment pêcher. Cela nous facilite beaucoup la tâche et nous galvanise pour la collecte et le traitement de l'information ».

De son côté, le Directeur de Radio rurale de Banikoara Bio Ouagousounou, ajoute: « l'UNICEF nous a toujours donné des équipements modernes et résistants. Nous ne les remercions jamais assez. La radio est désormais apte et prompte pour aider à la promotion des droits de l'enfant ».

Lors de cette visite aux différentes radios, Reine David-Gnahoui a pu échanger avec les directeurs, les rédacteurs en chef, les chefs programmes et les animateurs sur les sujets diffusés et en particulier sur les actions entreprises pour sensibiliser la population par ces temps de COVID19.

GROS PLAN



Plusieurs radios diffusent des productions réalisées par les partenaires qu'ils traduisent dans les langues locales et produisent eux-mêmes leurs propres émissions. Les émissions interactives ont été d'un grand apport à la population pour échanger sur la pandémie et les gestes barrières. Les réalisations de productions radios par les enfants ont été interrompues afin de ne pas les exposer au risque de contamination.

Bien que les radios rencontrent des difficultés dans leur travail, dû notamment aux coupures d'électricité et à l'absence de générateur de grande capacité dans la plupart des entités, elles se sont engagées à poursuivre leur rôle dans la promotion des droits de l'enfant.

L'Associée à la Communication de l'UNICEF a également pu rencontrer Louise Bio BOUABE, femme animatrice et journaliste à la Radio FM BANIGANSE de Segbana. Peu de femmes travaillent dans les radios communautaires du Nord du Bénin. Louise Bio est très fière d'exercer cette profession et dit pouvoir compter sur le soutien qu'elle reçoit de la part de ses collègues masculins qui l'encourage à aller de l'avant. Nous gardons l'espoir que d'autres femmes lui emboîteront le pas pour une meilleure diversité au sein du secteur de la radio au Bénin.



Kandi FM



Nouvelle dynamique pour ralentir la propagation de la COVID-19 :

Les questions de population et développement au cœur des préoccupations



Cette année, la pandémie de la COVID-19 s'est invitée dans toutes les conversations internationales. Ce qui fait que pour toutes les célébrations autour des questions de développement humain, en particulier le lancement du Rapport sur l'état de la population mondiale et la journée mondiale de la population, la problématique de la lutte contre cette pandémie avec des moyens innovants et le respect des droits à la santé sexuelle et de la reproduction a été traitée en sujet majeur. Le Fonds des Nations Unies pour la Population, dans cadre, a appuyé l'organisation d'une série de manifestations pour donner la parole aux jeunes et autres partenaires.

Contre ma volonté : défier les pratiques qui nuisent aux femmes et aux filles et sapent l'égalité

En inscrivant les questions qui touchent les défis de l'égalité au cœur du rapport sur l'état de la population mondiale (SWOP) qui a été lancé le 30 juin 2020, le Fonds des Nations Unies pour la Population renouvelle son engagement à soutenir les pays dans la lutte contre les pratiques néfastes qui chosifient les femmes

et les filles. C'est pourquoi la Directrice Exécutive de l'institution lance cet appel : « Les gouvernements doivent respecter leur obligation de protéger les filles et les femmes contre les comportements néfastes. Les traités sur les droits de l'homme, tels que la Convention relative aux droits de l'enfant, enjoignent aux États de prendre « toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants ». Dr Natalia Kanem Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive UNFPA (Cf. SWOP 2020).

Au Bénin, malgré les progrès accomplis, les défis en matière de population et développement sont grands et nécessitent des solutions novatrices pour ne laisser personne de côté. 37% de femmes sont en union avant l'âge de 18 ans (EDS 2017-2018). Les violences physiques et sexuelles sont également une triste réalité. En cette période de crise de la COVID 19, les vulnérabilités des femmes et des filles sont plus accrues d'où la nécessité de protéger leur santé et leurs droits sexuels et reproductif. L'UNFPA s'est engagé aux côtés des autres partenaires pour accompagner les efforts du Gouvernement pour lutter contre la propagation du virus et veiller à la continuité des services en misant sur



l'innovation. Ce travail en cette période de la COVID 19 permet de rendre disponibles les produits modernes de contraception, et les équipements de protection individuelle pour les sages-femmes et le personnel de santé afin d'assurer leur sécurité.

Dans le cadre de la riposte à la COVID-19, l'UNFPA s'appuie sur l'innovation pour assurer la fourniture de services à distance tels que des lignes d'assistance et des services de télémedecine et de conseils, et recueillons et utilisons des données ventilées pour aider les gouvernements à identifier et à atteindre les personnes les plus vulnérables.

La célébration de la JMP et le lancement du SWOP ont été l'occasion pour les jeunes du Togo, du Ghana et du Bénin d'organiser le 8 juillet 2020 une séance virtuelle d'échanges et de partages des différentes initiatives développées dans le cadre de la riposte à la COVID 19. Cette rencontre virtuelle a rassemblé plus de 200 personnes par lien ZOOM et au moins 800 autres en direct sur Facebook a été l'occasion d'échanger sur les activités innovantes initiées par les jeunes pendant cette période de pandémie à COVID19 en matière de la promotion de la Santé, d'éducation, de lutte contre les violences basées sur le genre. Les représentants des startups des trois pays ont également présenté leurs innovations dans la promotion des droits des femmes

Près de 350 jeunes béninois, ghanéens et togolais dans le Y2Y - Common Talk pour présenter des solutions innovantes contre la COVID-19

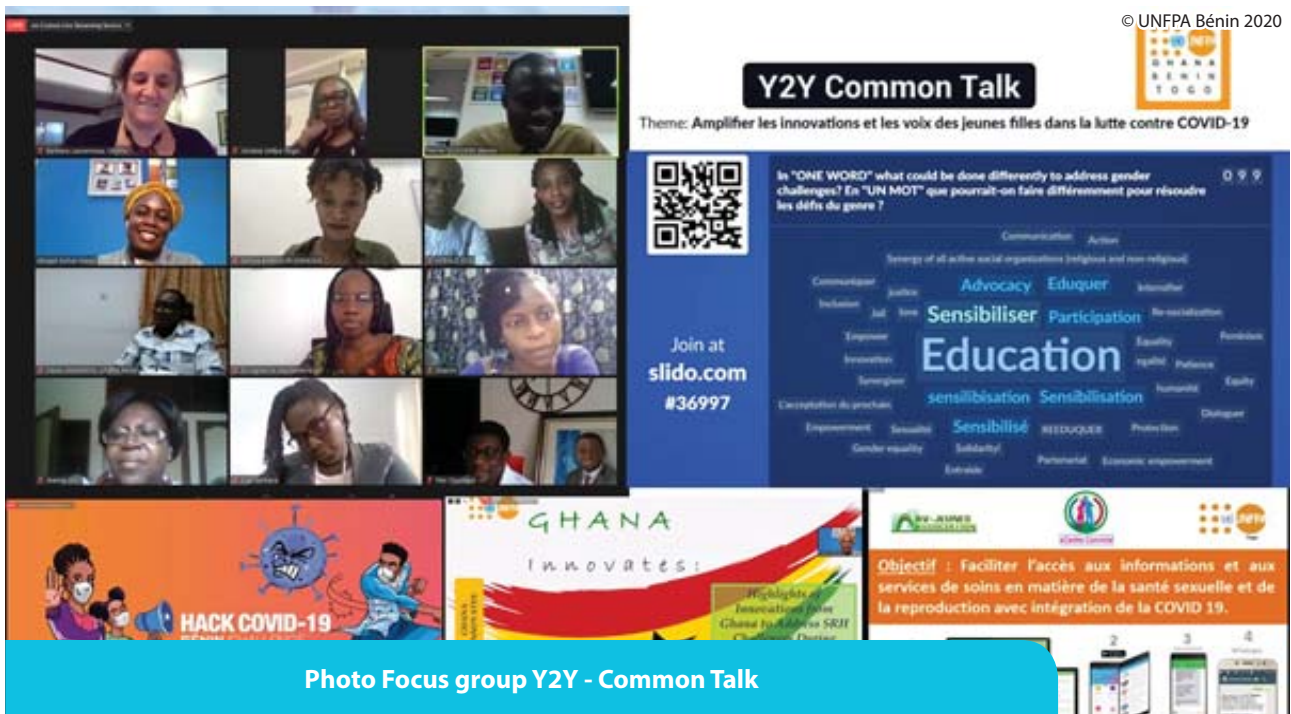


Photo Focus group Y2Y - Common Talk

La lutte contre la propagation de la COVID 19 est renforcée par des solutions de nouvelle génération qui vont de la fabrication de produits de prévention et de protection en passant l'information via le numérique et le digital jusqu'au système de suivi des contacts. C'est ce à quoi s'attelle la Task Force INNOV COVID-19 BENIN à travers entre autre la mise en place de la Plateforme permettant l'autodiagnostic, la téléconsultation ainsi

que le tracking des sujets contacts : « Nous avons réussi à rendre disponible un Système d'Auto diagnostic à l'usage des patients à travers une application mobile et web pour passer le test de la COVID-19 depuis la maison avec un résultat instantané remonté en temps réel aux administrateurs du Ministère de la Santé » Kiké Fatima TOGBE-OLORY, Senior Business Development Manager à Sèmè City.

Protection de la santé des femmes et des filles du Bénin, rendre disponible les informations sur les services

Bohicon, ville carrefour du département du Zou, a accueilli cette année les manifestations officielles marquant la célébration de la JMP. Les cérémonies officielles de cette édition spéciale, marquée par la pandémie de la COVID-19, se sont déroulées pour la

première fois dans une salle d'hôtel devant cinquante invités en respect strict des règles barrières pour limiter sa propagation.



La célébration de la journée mondiale de la population cette année a été également une opportunité pour ouvrir un large débat sur les questions de Population et Développement. Il a consisté à informer et sensibiliser les filles, les garçons, les femmes et les membres de la Conférence Administrative Départementale du Zou élargie aux Elus communaux de Bohicon sur les gestes barrières contre la COVID-19, en relation avec le thème retenu pour cette JMP et le Projet SWEDD Bénin.

Au Bénin, près de 3 femmes sur 10 âgées de 15-49 ans ont subi des violences physiques depuis l'âge

de 15 ans (EDS 2017-2018). Dans l'ensemble dans le département du Zou, 28% des femmes ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. (Cf Monographie sur le département du Zou, Juillet 2020). C'est pour cela que le maire de la ville Rufino d'Almeida a annoncé que "le conseil communal nourrit l'ambition de repenser le développement de Bohicon afin de lui conférer tous ses attributs de ville moderne, attrayante, remplissant toutes ses fonctions économiques et culturelles durables".



Bénin

Le programme multisectoriel « Cash Plus Care » vise à mettre fin aux mariages des enfants



©UNICEF/Bénin2020

Le mariage des enfants compromet l'avenir des filles

Le gouvernement du Bénin a procédé le 15 juin au lancement de la validation des outils et des documents techniques d'un programme multisectoriel pour mettre fin au mariage des enfants dénommé « Cash Plus Care ». Il vise à alléger la pauvreté des ménages, à travailler sur les normes sociales néfastes qui perpétuent le phénomène du mariage des enfants et à œuvrer au maintien des filles à l'école.

Dr François Kampundu, Représentant Adjoint de l'UNICEF a souligné à cette occasion que « le programme comporte trois composantes clés à savoir : l'éradication de la pauvreté à travers l'assistance sociale ; la rétention scolaire des filles adolescentes et la réintégration des filles non scolarisées ; le renforcement des normes sociales favorables aux droits de l'enfant ».

Pour l'Ambassadrice du Royaume des Pays-Bas au Bénin, Son Excellence To Tjoelker-Kleve, « l'une des meilleures solutions pour mettre fin au mariage des enfants est l'envoi des filles à l'école. Pour cela, les familles démunies ont besoin de moyens financiers. Voilà pourquoi le programme "Cash transfert" vers les familles est important pour que les jeunes filles aillent à l'école. Une école sécurisée où il n'y a pas de violence faite aux jeunes filles « La protection des enfants en l'occurrence ceux victimes de la violation de leurs droits est une préoccupation majeure de tous les acteurs de la chaîne de protection des droits des enfants.

Cependant, malgré les efforts fournis depuis quelques années en matière de protection de l'enfant, le phénomène du mariage des enfants perdure, compromettant l'avenir des filles en même temps qu'il menace leur santé physique et mentale » a fait savoir Mme Natacha Kpochan, Directrice de cabinet du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM).

« "Cash Plus care" est un projet du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance avec l'appui technique et financier de l'UNICEF et du Royaume des Pays-Bas » a précisé Mme la Directrice de Cabinet du MASM.

Deux communes où les statistiques sur le mariage des enfants sont relativement élevées ont été retenues pour la mise en œuvre de la phase pilote du programme. Il s'agit des communes de Tchaourou et de Kandi.

Au Bénin, selon les données de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples -MICS- (2014), 9 filles sur 10 sont mariées avant l'âge de 15 ans et 4 filles sur 10 avant l'âge de 18 ans. Le phénomène est plus préoccupant dans les zones rurales en particulier dans la partie nord du pays. En effet, les départements de Borgou (37,2%), Donga (25,6%) et Alibori (22,4%) affichant les taux les plus élevés de mariage des enfants.



Salles de classes construites à partir de briques en plastique recyclé

Une réponse du Gouvernement et de l'UNICEF à la problématique de l'éducation des enfants et la protection de l'environnement



© UNICEF Bénin 2020

Salle de classe en brique en plastique

L'UNICEF a procédé le 4 août 2020 à Porto-Novo, à la remise de trois salles de classe construites à partir de briques en plastique recyclé au Ministère des Enseignements Maternel et Primaire et le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable. Ces trois salles de classe, situées à Ladjì (Cotonou), Louho (Porto Novo) et Zoungou (Ouhini), sont les premières de leur genre au Bénin.

La cérémonie de remise officielle s'est déroulée à Louho, au sein même de l'école qui abrite un des trois prototypes de salles de classe construites à partir de briques en plastique recyclé. Unique en son genre, la salle arbore des peintures d'enfants appelant à la protection de la nature et de l'environnement.

Cette initiative s'inscrit dans la démarche du Gouvernement du Bénin et de l'UNICEF à développer des approches innovantes pour améliorer l'accès à l'éducation et sensibiliser le public, et les enfants en particulier, sur la lutte contre les déchets plastiques.

Pour le Dr Claudes Kamenga, Représentant de l'UNICEF au Bénin, « ces salles de classe, bien

plus que de simples briques en plastique recyclé, représentent l'engagement fort du Gouvernement à trouver des solutions concrètes, durables et à bas coût pour répondre aux besoins en salles de classe et à l'assainissement des villes à travers la collecte et le recyclage des déchets plastiques ».

Les briques utilisées pour la construction des 3 salles de classe proviennent de la Colombie, où cette approche innovante a été testée pour la première fois, suivie par la Côte d'Ivoire. Le Bénin est donc le deuxième pays d'Afrique à emboîter le pas.

Dr Kamenga, a plaidé pour qu'une usine de production de briques en plastique recyclé voit le jour au Bénin.



« Au-delà de l'accélération de la construction d'écoles à moindre coût qui assurerait un meilleur accès à l'éducation pour les enfants, une usine permettrait également de créer des emplois, particulièrement pour les jeunes et les femmes sans diplôme ou qualification professionnelle, de renforcer la protection de l'environnement dans les zones rurales et urbaines à travers la collecte et le recyclage des déchets plastiques, et d'utiliser ces briques à d'autres fins, notamment pour améliorer l'habitat social pour les familles les plus démunies » a-t-il précisé.

Le Ministre des Enseignements Maternel et Primaire Salimane Karimou a expliqué que cette démarche, qui « est perçue comme une réponse aux multiples

sollicitations du sous-secteur dans le but d'améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'offre éducative », a été approuvée et adoptée en Conseil des Ministres du 18 décembre 2019.

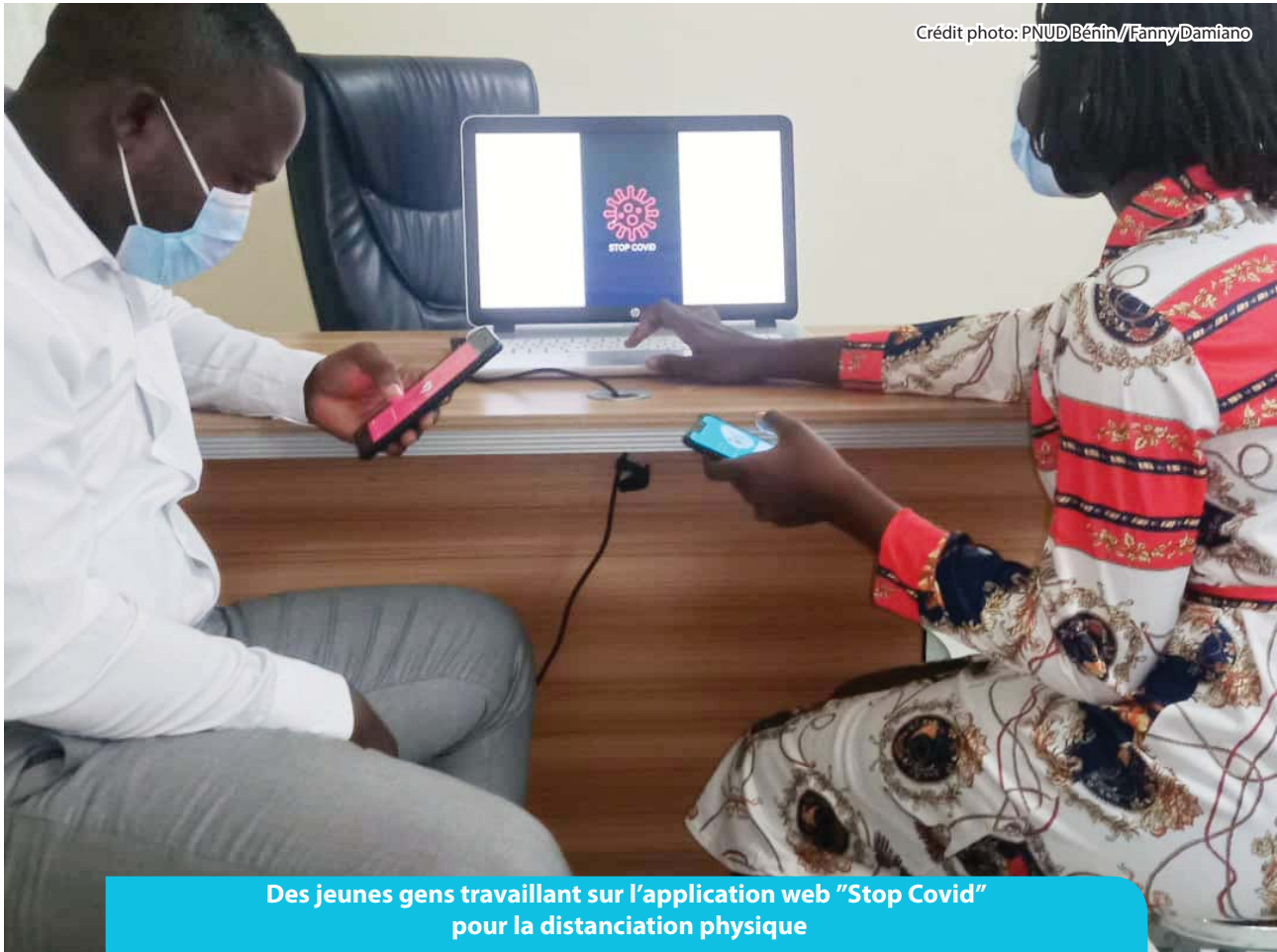
Ce projet « vise à terme à réduire le déficit en infrastructures scolaires, notamment celui en salles de classe, évalué par le MEMP à 11.338 au cours de l'année scolaire écoulée dans les zones défavorisées ; à contribuer à la réduction de la pauvreté en améliorant les revenus des personnes impliquées dans le recyclage des déchets plastiques ; à lutter contre la pollution plastique et améliorer le cadre de vie des populations » a précisé le Ministre.



visite de la salle de classe de Louho



La tech au service du respect de la distanciation physique



Crédit photo: PNUD Bénin / Fanny Damiano

Des jeunes gens travaillant sur l'application web "Stop Covid" pour la distanciation physique

Les Béninois disposeront très prochainement d'une application mobile donnant l'alerte sonore en Français ou en langue locale de leur choix, sur le non-respect de la distanciation physique, grâce au Laboratoire d'Accélération du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La distanciation physique d'au moins un mètre entre les personnes est l'une des principales mesures barrières recommandées dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Mais le respect de cette mesure s'avère parfois difficile, car dans la culture africaine et celle béninoise en particulier, les populations sont habituées à vivre en communauté avec des relations sociales très étroites : une tendance à aller saluer la famille, les malades, à manger ensemble dans le même plat, à participer à des réjouissances (mariage, baptême, etc.) ou à des cérémonies funéraires. Dans un tel contexte, le respect de la distanciation physique reste un défi en dépit des sensibilisations.

Le Laboratoire d'Accélération du PNUD a collaboré avec une start-up béninoise pour développer une

solution peu onéreuse, inclusive et à la portée de tout détenteur d'un téléphone portable. Il s'agit d'une application fonctionnant avec la technologie Bluetooth dénommée "Stop Covid", qui comprend des modules distincts. En effet, via la technologie Bluetooth, elle permet de déterminer de façon précise si deux ou plusieurs personnes ne respectent pas la mesure de distanciation physique (rester à au moins 1 mètre de distance les uns des autres) et génère automatiquement des alertes sur leurs téléphones via des notifications claires (sonores et sms) leur indiquant le non-respect de cette mesure dans des langues de leur choix dont des langues nationales parlées dans diverses parties du pays.

Ainsi, en cas de non-respect de la distanciation physique, l'alerte sonore suivante se déclenche sur le



téléphone portable : « Attention ! Veuillez reculer ! ». Le message d'alerte est en français ou dans une langue locale jusqu'à ce que l'intéressé prenne ses distances. Dès que l'on se retrouve à au moins un mètre d'un autre individu, le message vocal suivant résonne : « Merci, vous êtes à une distance raisonnable ! ».

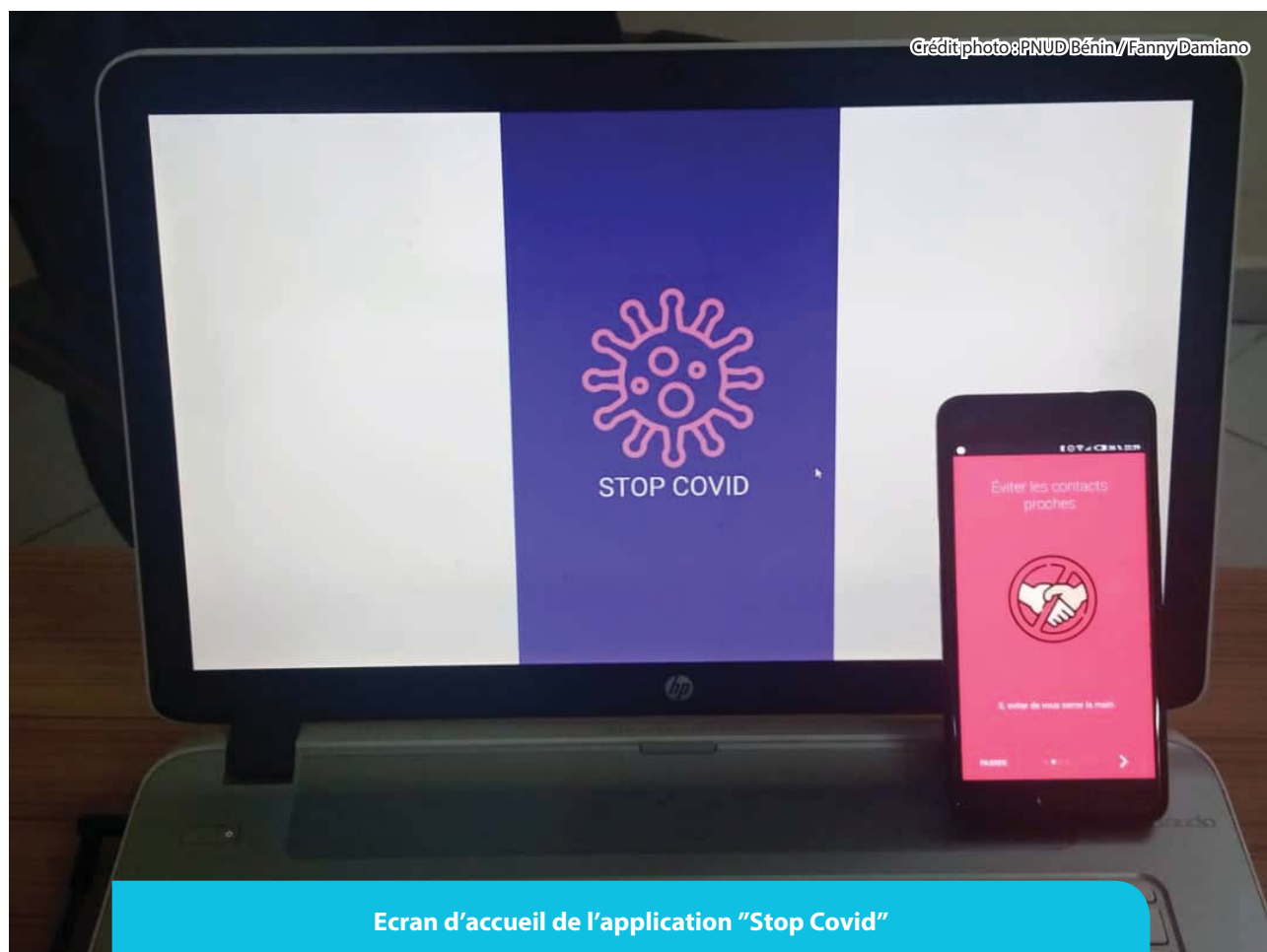
Cette application est actuellement en cours d'expérimentation par le Staff du PNUD-Bénin et une équipe de la Direction Nationale de Santé Publique (DNSP) en charge de la gestion de la pandémie de la Covid-19.

Par ailleurs, l'application est associée à une plateforme web accessible de façon sécurisée fournissant en temps réel l'historique des individus avec lesquels une personne est rentrée en contact (restée à moins d'un mètre). Aussi, est-elle également dotée d'un moteur central pouvant fournir des statistiques et, en cas de besoin, l'historique de toutes les personnes susceptibles d'avoir été contaminées par une personne

testée positive à la Covid-19, pendant une période donnée parce n'ayant pas respecté la distanciation physique.

Les alertes sonores fonctionnent indépendamment de la plateforme et du moteur de recherche qui pourraient être utilisés pour l'identification et le traçage des cas déclarés au cas où le Gouvernement en décidait. Toutes les données collectées par l'application seraient le cas échéant conservées sur un serveur du Gouvernement.

En perspective, dans le cadre de l'appui au gouvernement dans la lutte contre la propagation de la Covid-19, le Laboratoire d'Accélération du PNUD outre l'application sur le respect de la distanciation physique, travaille sur la mise en place de cabines de désinfection hybride avec sélection à l'entrée au moyen d'un thermomètre infra-rouge et sur des lave-mains automatiques hybrides interagissant avec les personnes.



Le Représentant Résident a.i. du PNUD visite les réalisations de PANA-Energie dans la commune de Dassa



Le Représentant Résident a.i. du PNUD, M. Bouri Jean Victor Sanhoudi (à gauche) visite un site reboisé de 100 ha à Fita en compagnie du Maire de la Commune de Dassa, M. Nicaise Fagnon

Le Représentant Résident a.i. du PNUD au Bénin, M. Bouri Jean Victor Sanhoudi s'est rendu le jeudi 30 juillet 2020 à Fita pour visiter les réalisations du projet de Renforcement de la résilience du secteur de l'énergie aux impacts des changements climatiques au Bénin (PANA-Energie). Il était accompagné du Coordonnateur du projet, du Maire de la commune de Dassa ainsi que de l'inspection forestière.

Cette descente sur le terrain du Représentant Résident a.i. a connu deux étapes : la délégation a tout d'abord visité le site de Fita, où 250 000 plants d'essences forestières à croissance rapide notamment l'Acacia et le Gmelina une plante qui contribue à la régénérescence du sol, ont été mis en terre sur une superficie de 100 hectares.

Après la visite de la forêt communautaire de Fita, le Représentant Résident a.i. s'est rendu sur le site abritant la mini-centrale photovoltaïque d'une capacité de 6174 kWh, qui offre des services énergétiques aux populations notamment la recharge à base d'énergie solaire des téléphones portables, la recharge des lampes portatives solaires, la réfrigération des produits frais et médicaments sans oublier l'accès aux informations à travers la mise à disposition du poste téléviseur alimenté à base d'énergie solaire. Des lampadaires solaires ont été installés pour l'éclairage du village les soirs.

Avant, les populations devraient se déplacer vers le centre-ville de Dassa, situé à 15 km de Fita pour charger leurs téléphones portables. Désormais, avec la mini-centrale photovoltaïque, elles ont l'énergie solaire à disposition 24 heures sur 24. Plus de 13534 personnes sont touchées par les réalisations de PANA Energie dans le village de Fita.

« Je suis heureux de venir avec le Maire visiter les réalisations de PANA Energie. Ces réalisations nous confortent et témoignent des expériences en cours. Tout ce que nous faisons, c'est pour accompagner le Gouvernement. Je suis heureux que toutes les parties prenantes soient impliquées dans la mise en œuvre des activités du projet. Je tiens à féliciter le Maire et son équipe, les communautés qui ont accepté contribuer aux activités du projet», a affirmé, M. Sanhoudi.

Le Représentant Résident a exhorté tous les bénéficiaires à bien entretenir les infrastructures



et matériels installés par Pana-énergie pour leur accès à des services énergétiques fiables, durables, modernes et à coût abordable. Il a profité de l'occasion pour sensibiliser les populations de Fita au respect des gestes barrières afin d'éviter la propagation du coronavirus.

Le projet a mis en place des mesures d'accompagnement aux populations qui ont cédé leurs champs pour le reboisement. 140 apiculteurs installés à 200 m des plantations sont en train d'être formés sur la production de miel et ses dérivés.

Le Maire de la commune a beaucoup œuvré pour la mise à disposition des terres ayant servi au reboisement du site de Fita par les communautés. Il a salué le caractère très inclusif du projet qui a impliqué la chefferie traditionnelle, les propriétaires fonciers, l'administration locale et le secteur privé.

« Ce projet est encourageant et nous donne de l'espoir. Il contribue à la diversification de l'offre énergétique et à la préservation de la biodiversité », a déclaré le Maire de la Commune de Dassa, M. Nicaise Fagnon.

La commune de Dassa est une zone tampon, qui permettra de freiner la désertification dans la partie septentrionale du Bénin, a fait remarquer le Maire. Il a souhaité que le projet PANA Energie ne s'arrête en si bon chemin et que les 300 ha restant sur les 400 ha mis à disposition par les communautés de Fita soient reboisés.

Appuyé par le Gouvernement du Bénin, le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Programme des Nations Unies pour le développement, le projet de renforcement de la résilience du secteur de l'énergie aux impacts des changements climatiques (PANA-Energie) œuvre depuis trois ans, pour la restitution des forêts dans plusieurs communes du Bénin. Il contribue à cet effet à la réduction de la vulnérabilité des communautés rurales et urbaines aux vulnérabilités des changements climatiques à travers une production, un transport et une distribution énergétique résiliente.





Assurer la disponibilité des services intégrés de santé de la mère et de l'enfant : accompagnement de l'UNFPA en temps de COVID 19

© UNFPA Bénin 2020



Viviane NOUATIN, Sage-femme Responsable de la maternité du Centre de Santé de Godomey avec patientes

Le Fonds des Nations Unies pour la Population reste très préoccupé par la situation des femmes en âge de procréer et les femmes enceintes en ce moment où il y a une flambée de la maladie à coronavirus (COVID-19). La santé sexuelle et reproductive est une question de santé publique, c'est pour cela que les services intégrés de santé de la mère et de l'enfant devront être disponibles jusqu'au dernier kilomètre comme l'exprime « Nous recevons jusqu'à 90 femmes par jour en Consultation Prénatale et le nombre de siège disponible ne permet pas de faire respecter la distanciation aux femmes »

Ainsi, la sécurité des femmes lors de la grossesse et de l'accouchement est tributaire de systèmes de santé fonctionnels. C'est dans ce cadre que l'organisation recommande la prise de mesures efficaces pour assurer la continuité des services de santé, notamment l'effectivité du fonctionnement des SONUs (Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence) et du secteur

de la planification familiale avec la disponibilité des informations et des produits . En plus de cela, il est convenu d'appuyer le secteur santé avec des produits prioritaires de protection et de respect des gestes barrières. C'est ainsi que l'UNFPA au Bénin a mobilisé des ressources pour contribuer aux différentes actions en cours dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de riposte contre la pandémie du coronavirus.

Prise en compte des 30 maternités du cordon sanitaire dans la partie Sud du pays.

Ainsi, dans le cadre de ses actions, l'UNFPA a initié de mettre à la disposition de gouvernement des séries de dotations de produits prioritaires de prévention, y compris des Equipements de Protection Individuelle, dont les premiers lots ont été remis au mois de Mai 2020. Il s'agit notamment de produits prioritaires de protection/barrière à l'usage des maternités du cordon sanitaire dans le cadre de la riposte nationale face



à la covid-19 au profit des 30 maternités du cordon sanitaire. Ce lot de matériels comprend entre autres des flacons de savon liquide bactéricide, des gels hydro alcooliques, des gants stériles, des paires de gants stériles, des gants d'examen, des coiffes jetables pour le personnel soignant, des dispositifs de protection pour paires de chaussures, des sur-blouses).

« Nous avons besoin de masques. J'ai mis celui-ci parce qu'on nous oblige à le porter avant de rentrer dans l'hôpital mais je ne me sens pas assez protégée » Mme Sandrine*, Parturiente à la maternité de l'hôpital de Zone Bethesda



Du matériel médical mis à la disposition des centres de santé

Des dispositifs de lavage des mains pour accompagner le respect des gestes barrières



Des dispositifs de lavage des mains pour lutter contre la COVID-19



La contribution de l'UNFPA à la riposte comprend également la mise à disposition de dispositifs de lavage des mains pour accompagner le respect des gestes barrières. La Task Force Innov Covid19 composée entre autre de l'UNFPA, de l'UNICEF et Sèmè City appuie des start-up locales pour le prototypage. C'est ainsi que 200 dispositifs de lavage de mains créés et produits par de jeunes innovateurs béninois

ont été acquis. Depuis le mois de Mai, ces dispositifs ont été mis à la disposition de plusieurs structures partenaires du cordon sanitaire. Le premier lot a été remis officiellement à la Confédération Nationale des Artisans du Bénin et le deuxième lot aux quatre (04) Directions Départementales de la Santé du Nord du pays au profit des maternités.

Le Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique du Ministère de la Santé

La survenue de la pandémie du coronavirus a fait apparaître des besoins de réaménagement de l'environnement de travail en vue d'organiser une riposte efficace et efficiente sur tous les plans. C'est ainsi que l'UNFPA a mis à la disposition du Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique du Ministère de la Santé de dispositifs Visio/vidéo conférence, d'équipements informatiques, de connexion internet, d'application de formatage et de présentation de

données en temps réel, de dotation du personnel essentiel en kits individuels de connexion.

Cet accompagnement du Fonds des Nations Unies pour la Population dans le cadre de sa coopération avec le Bénin n'est que le début d'une série d'actions pour assurer la continuité des services au niveau opérationnel.



LANCEMENT AU BENIN DU PROCESSUS CONSULTATIF DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF DE LA STRATÉGIE DE L'ONUSIDA AU-DELÀ DE 2021



Photo Focus group Stratégie ONUSIDA avec les co-sponsors

Lors de sa 45ème réunion en décembre 2019, le Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA a demandé à sa Directrice Exécutive de bien vouloir :

- entreprendre un examen de la stratégie actuelle (2016-2021) et de sa mise en œuvre, ainsi que des résultats obtenus ;
- convoquer une consultation multipartite avec la participation des États membres, présenter les résultats de l'examen et envisager les priorités stratégiques au-delà de 2021 ;
- présenter, pour examen par le Conseil lors de sa 46ème réunion en juin 2020, des options, ainsi que leurs processus et calendriers respectifs, afin de garantir que la stratégie de l'ONUSIDA demeure ambitieuse, visionnaire et fondée sur des données probantes au-delà de 2021 ; et
- consulter le Secrétaire Général des Nations Unies pour examiner les options concernant le calendrier de la Réunion de Haut Niveau de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH et le sida et conseiller la 46ème réunion du CCP en juin 2020.

Pour répondre à ces demandes, un vaste processus de consultations qualitatives de recherche d'apport

a été lancé. Il s'agit notamment d'enquêtes en ligne, d'entretiens et de groupes de discussion destinés à solliciter le feed-back des parties prenantes, leurs priorités et leurs besoins en faisant particulièrement des efforts pour faire participer les groupes clés qui sont difficiles à atteindre ou qui risquent d'être laissés pour compte.

Ces consultations qui ont démarré en juillet 2020, se sont poursuivies jusqu'en septembre 2020, afin de prévoir suffisamment de temps pour un engagement de qualité. Le but de cet exercice est de générer à partir des consultations qualitatives de précieux apports qui contribueront à définir les zones qui nécessitent des plongées plus profondes dans les données et les preuves.

Le Bénin s'est engagé dans ce processus à travers une feuille de route qui a couvert les mois de juillet et d'août 2020. Deux principaux exercices ont été conduits sous le leadership du Bureau Pays ONUSIDA : une enquête en ligne et des groupes de discussions sur la future stratégie de l'ONUSIDA.

Pour ce qui est de l'enquête en ligne, le Bénin fait partie des pays ayant atteint le seuil minimum de 500 réponses et a été donc classé parmi les cinq meilleurs pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.



VIE DES AGENCES

Pour le second exercice, le Bénin a conduit trois focus groups avec, dans un premier temps, la société civile et les populations clés, dans un second temps, les acteurs gouvernementaux et enfin, dans un troisième temps, les partenaires techniques et financiers, y compris les Co-Sponsors. Ces discussions ont permis de recueillir les précieuses contributions des acteurs de la réponse

au VIH au Bénin pour la stratégie ONUSIDA après 2021. Elles ont été consolidées et soumises au siège de l'ONUSIDA à Genève début septembre et ont contribué aux débats de la Consultation Multipartite organisée par ONUSIDA le 16 septembre avec toutes les parties prenantes.

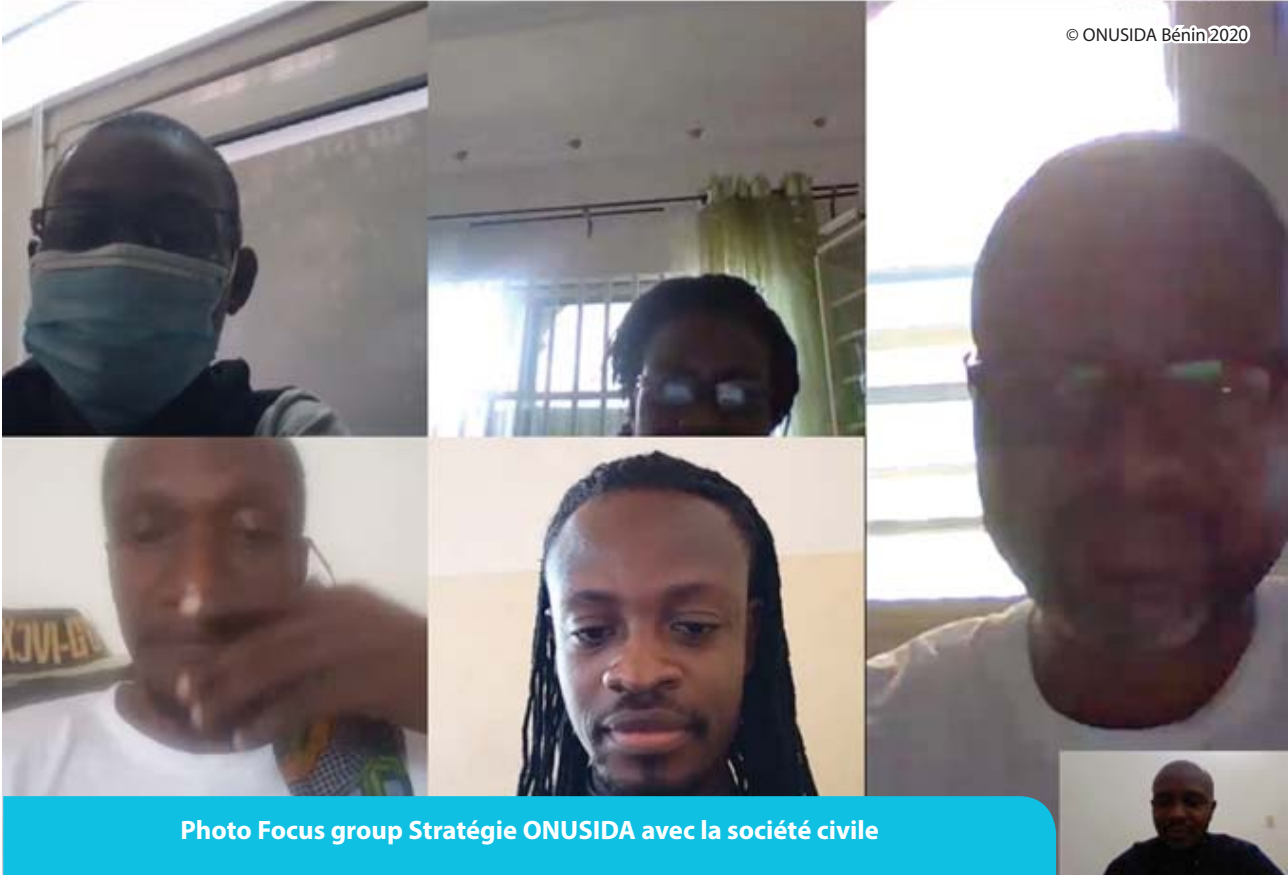


Photo Focus group Stratégie ONUSIDA avec la société civile

L'OMS offre 200.000 équipements de protection d'une valeur de plus de 50.000 Millions de francs CFA aux 12 départements du Bénin



(De la droite vers la gauche) Dr Mamoudou H. DJINGAREY, Représentant Résident p.i. de l'OMS au Bénin remettant un lot d'équipements médicaux au Dr Ali Imorou Bah Chabi, Secrétaire général du ministère de la santé, représentant le Ministre de la Santé empêché.

Dans le cadre de la Journée mondiale de la sécurité des patients, le Bureau de la Représentation de l'Organisation mondiale de la Santé au Bénin, a marqué l'évènement par la remise d'un important lot de 200 000 équipements de protection individuelle (EPI) au Ministère de la Santé de la République du Bénin. Constitué de blouses, de masques et de visières d'une valeur totale de 51 millions FCFA (92,000 USD), ce don vise à renforcer la sécurisation des soins aux patients ainsi que la protection des agents de santé de première ligne dans la riposte face à la COVID-19 sur l'ensemble du territoire national.

Lors de la cérémonie officielle de lancement de la campagne nationale de distribution d'équipements médicaux de protection qui s'est tenu à la Direction Départementale de la Santé (DDS) du Borgou à Parakou, Dr Mamoudou H. DJINGAREY, Représentant Résident p.i. de l'OMS au Bénin a souligné que « la pandémie de la COVID-19 vient confirmer le fait que pour assurer la sécurité des patients, les agents de santé doivent être protégés ». En effet, les agents de santé sont exposés à un plus grand risque d'infection en raison des soins qu'ils prodiguent aux patients. Au

Bénin, près de 150 agents de santé ont été infectés par la COVID-19 dans l'exercice de leurs fonctions. D'où la nécessité de garantir la sécurité des patients et des soins à travers la protection des professionnels de santé telle que préconisée par la Charte de l'OMS qui garantit des conditions de travail sûres, la formation, la rémunération liées à leur statut.

Outre les départements du Borgou et de l'Alibori, les autres régions du pays ont également bénéficié chacune d'un lot de 15.000 équipements de protection



VIE DES AGENCES

individuelle. Des cérémonies de remise officielles ont été aussi organisées dans les départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé, du Plateau, du Mono, du Zou, des Collines et du Couffo. Les lots des

départements de l'Atacora, de l'Alibori et de la Donga seront acheminés aux DDS de chacune de ces régions à partir de Parakou.



© OMS Bénin 2020

(De Droite à gauche) Dr Raoul SAIZONOU, Conseiller MNT/ NTD, chargé des Maladies non transmissibles et Maladies tropicales négligées à l'OMS remettant un lot d'EPI au Dr Simplicie TOKPO, Directeur Départemental de la Santé de l'Ouémé-Porto-Novo



© OMS Bénin 2020

(De gauche à droite) Dr Ghislaine GLITHO ALINSATO, Conseillère SRHR, chargée de la santé sexuelle et reproductive et droits connexes à l'OMS, remettant un lot d'EPI au Dr Victor Emmanuel COCOUVI, Directeur Départemental de la Santé de l'Atlantique



© OMS Bénin 2020

(De droite à gauche) Dr Télésphore HOUANSOU, Conseiller ATM, chargé du VIH SIDA, de la Tuberculose, du Paludisme et des Hépatites à l'OMS remettant un lot d'EPI au Dr Evariste TOKPLONOU, Directeur Départemental de la Santé d'Abomey



© OMS Bénin 2020

(De droite à gauche) Dr Ghislaine GLITHO ALINSATO, Conseillère SRHR, chargée de la santé sexuelle et reproductive et droits connexes à l'OMS, remettant un lot d'EPI à Mme Adjouavi Mathilde HOUSSOU, Directrice départementale de la Santé du Littoral



© OMS Bénin 2020

(De Droite à gauche) Dr Thierry TOSSOU BOCO, conseiller FHP, chargé de la santé Familiale et de Planification à l'OMS remettant un lot d'EPI au Dr Jean Yao Daho, Directeur Départemental de la Santé du Couffo



© OMS Bénin 2020

Vue partielle des Equipements de protection individuelle remis à chacun des 12 départements administratifs du Bénin.



Dans le cadre de son séjour à Parakou, Dr Mamoudou H. DJINGAREY, Représentant Résident p.i. a visité l'Hôpital d'Instruction des Armées (HIA) qui assure la

Prise en charge des cas d'infections liées à la pandémie de la COVID-19 pour les quatre départements du Nord du Bénin.



La délégation de l'OMS Bénin et les autorités administratives locales en discussion avec Dr Babio Rokhiatou, Coordinatrice du centre de prise en charge COVID-19 à l'hôpital d'Instruction des Armées (HIA) de Parakou.



Photo de groupe de la délégation de l'OMS avec le Représentant Résident p.i. de l'OMS Bénin, les autorités administratives locales et le personnel soignant de l'Hôpital d'Instruction des Armées (HIA)



Visite du Représentant Résident p.i. de l'OMS/Bénin, de ses conseillers techniques et des autorités administratives locales au domaine de l'OMS ancienne base du projet de lutte contre l'Onchocercose au Bénin basé à Parakou.





Prise en charge des maladies non transmissibles dans le contexte de la COVID-19 au Bénin

L'OMS offre 13000 flacons d'insuline et 100 flacons de Glucagon d'une valeur de plus de 50 Millions de francs CFA au Ministère de la Santé



(De la droite vers la gauche) Dr Raoul SAIZONOU, Conseiller MNT/NTD, chargé des maladies non transmissibles et Maladies tropicales négligées à l'OMS (Représentant le WR.a.i) remettant un lot d'insuline à Mme Armande Mathilda Eléonore GANDJETO, Directrice Adjointe de Cabinet du Ministère de la Santé représentant le Ministre de la Santé empêché.

Dans le cadre du renforcement des capacités de prise en charge des maladies non transmissibles dont le diabète au Bénin, le Bureau de la Représentation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a procédé ce mardi 06 Octobre 2020 à la remise d'un lot de 13 000 flacons de 100 UI d'insuline et de 100 flacons de glucagon obtenus du laboratoire Novo Nordisk d'insuline d'une valeur totale de 50.000.000 FCFA au Ministère de la santé.

« Cette dotation exceptionnelle en médicaments essentiels fortement demandée en ce moment de pandémie de la COVID-19 a indiqué Dr Raoul SAIZONOU Conseiller chargé des MNT/NTD au nom du Représentant Résident p.i. de l'OMS au Bénin. « L'Hyperglycémie est présente chez 12,4% de notre population adulte et c'est à juste titre que le gouvernement s'est inquiété de leur sort notamment face à l'absence de stock

d'insuline dans le circuit public de gestion des médicaments essentiels dans un contexte marqué par la pandémie de la COVID-19 » a expliqué Mme Armande Mathilda Eléonore GANDJETO, Directrice Ajointe de Cabinet du Ministère de la Santé tout en formulant des mots de remerciement à l'OMS au nom du Ministre de la Santé.

Cet important lot de médicaments sera mis à disposition de la Société Béninoise pour l'Approvisionnement en Produits de Santé SA (SoBAPS) sous le couvert du Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles (PNLMNT) pour une distribution équitable au profit des centres hospitaliers sur l'ensemble du territoire national. Cette dotation est destinée à garantir l'approvisionnement en médicaments essentiels pour une période d'au moins six (06) mois au profit des malades diabétiques insulino-dépendants au Bénin.

Réponse à la COVID-19 en République du Bénin

L'OMS renforce son appui aux interventions du Ministère de la Santé au niveau communautaire



Visite de prospection et d'observation des consultants CREC et SBC du dispositif de contrôle, de lavage des mains et du respect des mesures barrières au poste frontalier de Kassouala, point de jonction entre la République du Bénin et la République fédérale du Nigéria.

Dans le cadre de l'appui à la riposte contre la Covid-19 au niveau périphérique, les consultants OMS redéployés dans les départements du Zou-Collines, de l'Alibori et du Borgou ont entrepris une série de visites de terrain et d'activités.

Tchaourou, Sinende et N'Dali ont été déjà visitées au premier tout dans l'optique de l'identification des relais communautaires et des cibles primaires et secondaires à former en CREC.

Aussi, les consultants chargés de la surveillance à base communautaire (SBC) et de la communication de risque et d'engagement communautaire (CREC), ont-ils entamé des missions à l'intérieur des huit (8) communes du département de Borgou depuis le mardi 29 septembre 2020. Les communes de

S'agissant des consultants déployés dans le Zou-Collines et l'Alibori, les premières actions et activités ont également été meublées par le formalisme inévitable de rencontres avec les autorités départementales et locales et des séances de briefing qui se poursuivent selon les calendriers respectifs et les objectifs de la mission.



Visite de prospection et d'observation des consultants CREC et SBC du dispositif de contrôle, de lavage des mains et du respect des mesures barrières au poste frontalier de Kassouala, point de jonction entre la République du Bénin et la République fédérale du Nigéria.



NATIONS UNIES BENIN

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé
Bénin



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations



ONUSIDA



UNFPA BENIN



World Food
Programme

«Assurer les droits reproductifs pour tous»



ONU-HABITAT



UNHCR
The UN Refugee Agency

unicef



ONUDI



LA BANQUE
MONDIALE



PNUE



UPU
UNIVERSAL
POSTAL
UNION



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



IFAD



Au service
des peuples
et des nations



VOLONTAIRES
ONU



UNDSS



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Microfinance • Capital Development

Coordination SNU BENIN
Zone Résidentielle, Lot 111
BP. 506, Cotonou - Bénin
Tél. +229 21 31 30 45
E-mail : rco.ben@one.un.org
Site web : <http://benin.un.org>
<https://www.facebook.com/snubenin>
<https://twitter.com/UNBenin>